

Unité départementale du Loiret
DREAL Centre - UD 45
5 avenue Buffon
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 13/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DURALEX SCOP SA (exNEW DURALEX INTERNATIONAL)

7 rue du Petit Bois
45380 La Chapelle-Saint-Mesmin

Références : 368/2025/VAT20250362
Code AIOT : 0010001744

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement DURALEX SCOP SA (exNEW DURALEX INTERNATIONAL) implanté 7 rue du Petit Bois 45380 La Chapelle-Saint-Mesmin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement DURALEX SCOP SA implanté 7 rue du petit bois à La Chapelle-Saint-Mesmin. L'inspection a été annoncée le 07/07/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DURALEX SCOP SA (exNEW DURALEX INTERNATIONAL)

- 7 rue du Petit Bois 45380 La Chapelle-Saint-Mesmin
- Code AIOT : 0010001744
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise DURALEX SCOP SA utilise 2 tours aéroréfrigérantes d'une puissance évacuée de 3 000 kW soumises au régime de l'enregistrement.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12 II a c d	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyses légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 3 e	Sans objet
3	Exploitation, entretien	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26	Sans objet
5	Entretien préventif et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 c	Sans objet
6	Exploitation, entretien	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I a b c	Sans objet
7	Entretien préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 - 2c	Sans objet
8	Connaissance des produits, étiquetage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Sans objet
9	Exploitation, entretien	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 II 1 2 3	Sans objet
10	Risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 VI	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyses légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 3 e
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration GIDAF
Prescription contrôlée : Consignes d'exploitation. 3. Surveillance de l'installation e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
Constats : Les déclarations 2025 via l'outil GIDAF confirment que les résultats de l'autosurveillance des concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements. La périodicité du contrôle d'autosurveillance est mensuelle. Les résultats ne font pas apparaître de dépassement du taux de légionella pneumophila. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12 II a c d
Thème(s) : Risques chroniques, Accessibilité et conception
Prescription contrôlée : II. - Conception. a) L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimique. [...] Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit. L'installation est aménagée pour permettre l'accès notamment aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baffles c) La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet. d) Pour tout dévésiculeur fourni à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de

l'installation.
<p>Constats :</p> <p>L'installation de refroidissement est constituée de 2 tours aéroréfrigérantes de marque BALTIMORE en circuit fermé. L'inspection a pu constater l'accès aux parties internes des tours. L'installation dispose d'une purge complète de l'eau du circuit des tours. Ce dispositif n'est pas clairement identifié par un affichage.</p> <p>Chaque tour dispose d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. L'exploitant a produit une attestation de 2008 du fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires justifiant d'un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.</p> <p>Constat : Purge du circuit d'eau des tours aéroréfrigérantes non repérée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Exploitation, entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Situation administrative, Surveillance de l'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance de l'installation.</p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque</p>
Constats :

<p>L'analyse méthodique des risques confirme que le responsable HSE est nommément désigné responsable de l'installation. La responsable QHSE est nommée suppléante.</p> <p>Le personnel travaillant sur le circuit a été formé aux risques légionelle en 2024. Le responsable de l'installation et la suppléante ont été formés en 2022 aux risques légionelle et à la conduite d'installation.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'analyse méthodique des risques a été réalisée en novembre 2024 par la société ALOES. Les plans d'entretien et de surveillance ont fait l'objet d'une mise à jour. L'unique recommandation de l'AMR concernant la nomination d'un suppléant a bien été prise en compte par l'exploitant.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Entretien préventif et surveillance de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 c</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; - procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation
<p>Constats :</p> <p>Les documents reprenant les procédures d'arrêt immédiat et de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation ont été présentées par l'exploitant.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exploitation, entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 I a b c
Thème(s) : Situation administrative, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Entretien préventif et surveillance de l'installation 3. Surveillance de l'installation [...]</p> <p>b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. [...]Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>c) Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) répond aux conditions suivantes : - le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ; [...]</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté in situ que l'installation comporte un point de prélèvement situé sur le système de traitement de l'eau qui est repéré par un marquage. Le prélèvement est effectué par la société Eurofins L.E.A.</p> <p>L'exploitant a présenté le certificat d'accréditation (COFRAC) de la société Eurofins L.E.A qui satisfait aux exigences de la norme NF EN ISO/IEC 17025 pour les activités d'analyses, essais, étalonnage en environnement/qualité de l'eau.</p> <p>Ce certificat est valide jusqu'au 29/02/2028 .</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Entretien préventif de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 - 2c
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage préventif de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le protocole de nettoyage/désinfection des tours établi par la société ALOES. Les rapports de nettoyage, par actions mécaniques et chimiques, des tours aéroréfrigérantes de janvier 2024 et de février 2025 par la société Hygiène Environnement ont été présentés.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Connaissance des produits, étiquetage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks de produits dangereux.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Etat des stocks de produits dangereux. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fiches de données de sécurité des produits de traitement de l'eau des tours aéroréfrigérantes ont été présentées.</p> <p>Ces produits sont décrits dans la partie gestion et traitement de l'eau de l'analyse méthodique des risques rédigé par ALOES.</p> <p>Les fiches de données de sécurité révisées transmises sont relatives aux produits utilisés par la société ALOES traitant l'eau : ALOBIO R440 (action biocide non-oxydant), ALONET 540 (action biocide non-oxydant), ALOFRI 295B (traitement tensio-actif), ALOFRI 224AC (Traitement antitartre/anticorrosion)</p> <p>L'inspection a constaté que ces produits sont placés sur rétention dans le local de traitement d'eau.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Exploitation, entretien

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 II 1 2 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Actions à mener en cas de prolifération de légionelles</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</p> <p>[...]</p> <p>2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en</p>

évidence une concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L.

3. Actions à mener si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente.

Constats :

Durant l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la procédure des actions à mener en cas de dépassement de la concentration en Legionella pneumophila et la procédure des actions à mener en cas d'impossibilité du dénombrement des Legionella pneumophila en présence de flore interférente.

Toutefois, les 3 procédures des actions à mener en cas de prolifération de légionelles, rédigées par ALOES, ont été transmises post-inspection à l'inspection.

L'exploitant veille à l'accès immédiat de ces documents et à leur bonne connaissance par le service en charge du suivi des tours aéroréfrigérantes.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 VI

Thème(s) : Situation administrative, Protection des personnels

Prescription contrôlée :

VI. - Dispositions relatives à la protection des personnels

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masques pour aérosols biologiques, gants...) destinés à les protéger contre l'exposition :

- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;
- aux produits chimiques.

Ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements.

Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.
[...]

Constats :

L'accès aux deux tours aéroréfrigérantes se fait par une échelle à crinoline dont l'accès est limité au personnel autorisé. L'inspection note la présence d'un panneau signalant l'obligation du port des EPI (masques) visible au niveau de la zone sécurisée des tours. Des masques de type FFP3, adaptés pour les aérosols, ont été fournis avant de franchir la zone d'accès aux tours. La date de validité de ces masques est respectée.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite